



FOR IMMEDIATE RELEASE

November 14, 2016

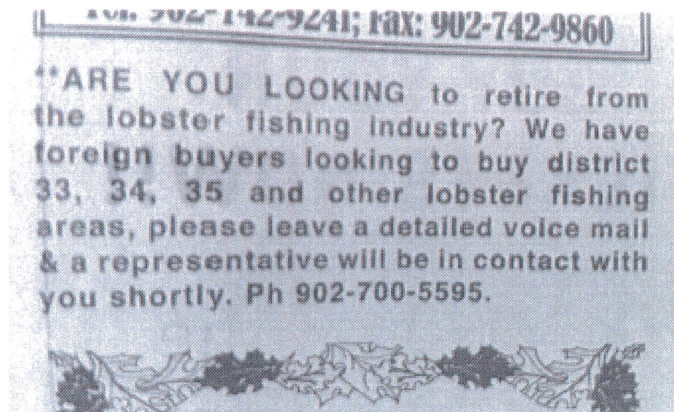
Foreign investors illegally buying up Nova Scotia inshore lobster fishery

HALIFAX- Foreign investors are brazenly and illegally buying up Nova Scotia's iconic lobster fishery according to the country's national fishermen's organization.

The Canadian Independent Fish Harvesters' Federation, which represents fishermen who own and operate their own boats, says foreign interests could soon control Canada's booming inshore fisheries if nothing is done to stop the problem.

"The government is moving too slowly to deal with this problem. We need urgent action." Federation President Christian Brun said.

The Federation released a newspaper ad offering to purchase their lobster licences in Nova Scotia's most lucrative fishing areas on behalf of foreign buyers. (See Losterbayshopper.com)



"This is against Atlantic Canadian policy in the Fisheries; the only person who can own an inshore lobster fishing licence is a Canadian inshore fisherman; someone who lives in a fishing community and goes to work on a fishing boat which he or she owns and operates, Brun said".

"Domestic and international investors are breaking the law and advertising it in newspapers!"

Canada's fisheries have gone through a decade of unprecedented growth as a result of healthy stocks and strong international demand for the high quality products from the inshore fishery. Last year seafood exports in Nova

Scotia surpassed \$1.4 billion making seafood the province's largest export sector, seven times the value of natural gas exports. In Newfoundland and Labrador seafood export were also valued at over \$1.2 billion, up 15.0% from the same period in 2014.

"Our fisheries resources are strategic national assets no different than oil and gas, potash or minerals or Vancouver real estate. They need to be protected for the benefit of Canadians especially those that depend on fishing for their livelihoods" Brun said.

Brun said corporate influence over inshore fishing licences is widespread in Nova Scotia's lucrative shellfish fisheries and also in Newfoundland.

The Federation is calling on the Federal government to make changes to the Fisheries Act to protect fishermen and fishing communities as well as habitat. The organization also calls the government to use more aggressive means to stop those that are currently violating Fishery policies.

"If the government continues to ignore the problem there will be a massive shift in the distribution of the wealth away from fishermen and coastal communities towards investors in urban areas and other countries," Brun said. "It will create an intergenerational employment crisis in fishing communities and permanently reverse the social and economic achievements of past policies in the fishery. "We should not forget that only a few generations ago the benefits of the fishing industry were not in fishermen's hands. Investors around the world would like to see these times again. We need to be very vigilant... and proactive."

-30-

Contact:

New Brunswick: Melanie Sonnenberg (506) 662-8481

Nova Scotia: Graeme Gawn (902) 769-7052

Newfoundland: Jessica McCormick: (709) 576-7276



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 14 novembre 2016

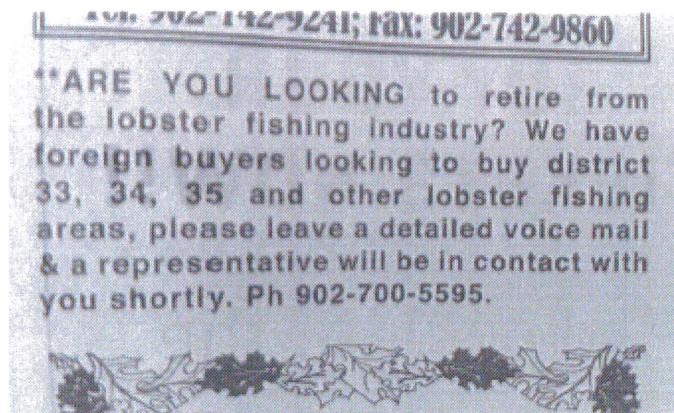
Des investisseurs étrangers cherchent à s'appropriier illégalement de la pêche au homard en Nouvelle-Écosse

HALIFAX – Des investisseurs étrangers cherchent illégalement et ouvertement à acheter des permis pour la pêche emblématique du homard en Nouvelle-Écosse en raison du laxisme des autorités gouvernementales dans l'application des lois sur les pêches au pays, selon le regroupement national de pêcheurs canadiens.

La Fédération des pêcheurs indépendants du Canada, un organisme représentant les pêcheurs propriétaires-exploitants au niveau national, affirme que, si l'on ne fait rien pour régler ce problème, les pêches côtières canadiennes, en plein essor, passeront bientôt aux mains d'intérêts étrangers.

« Le gouvernement tarde à régler le problème », a déclaré le Président de la Fédération Christian Brun.

La Fédération a présenté une annonce parue dans le journal et dans laquelle on offrait d'acheter, au nom d'intérêts étrangers, des permis pour les zones de pêche du homard les plus lucratives de la Nouvelle-Écosse. (Voir Lobsterbayshopper.com)



« C'est illégal au Canada; seul un pêcheur côtier canadien peut détenir un permis de pêche côtière du homard, autrement dit quelqu'un qui vit au sein d'une collectivité de pêcheurs et qui travaille sur un bateau de pêche dont il est propriétaire et exploitant », a affirmé monsieur Brun.

« Des investisseurs canadiens et étrangers violent la loi et l'annoncent dans le journal! Qu'est-ce que le gouvernement attend pour agir? »

Au cours des dix dernières années, les pêches canadiennes ont connu une croissance sans précédent grâce à la vigueur des stocks et à la forte demande internationale de produits de qualité issus de la pêche côtière. L'an dernier, les poissons et fruits de mer occupaient le premier rang des exportations de la Nouvelle-Écosse, avec une valeur de plus de 1,4 milliard de dollars, soit sept fois celle des exportations de gaz naturel. À Terre-Neuve-et-Labrador, les exportations de produits de la mer ont aussi dépassé 1 milliard de dollars, en hausse de 15 % par rapport à la même période en 2014.

« Nos ressources halieutiques sont des biens nationaux stratégiques au même titre que le pétrole et le gaz, la potasse, les minéraux. Elles doivent être protégées pour le bien des Canadiens, surtout ceux dont le gagne-pain dépend de la pêche », a déclaré monsieur Brun.

Monsieur Brun a ajouté que les grandes sociétés ont déjà une forte emprise sur les permis donnant accès aux pêches côtières lucratives des mollusques et crustacés en Nouvelle-Écosse ainsi qu'à Terre-Neuve.

La Fédération exhorte le gouvernement fédéral à modifier la *Loi sur les pêches* pour protéger non seulement l'habitat du poisson mais aussi les pêcheurs et leurs collectivités.

« Si le gouvernement continue de fermer les yeux, on assistera bientôt à un transfert massif de richesse vers des investisseurs établis dans les centres urbains et à l'étranger, au détriment des pêcheurs et des collectivités côtières », a lancé monsieur Brun. Cette situation entraînera une crise de l'emploi intergénérationnelle dans ces collectivités, et l'on pourra aussi dire adieu aux acquis socioéconomiques réalisés grâce aux politiques passées qui ont donné naissance à nos pêches indépendantes.

-30-

Personnes-ressources

Christian Brun: (506) 532-2485

O'Neil Cloutier : (418) 689-5055